

loger, les nourrir et les chauffer pendant l'hiver. Voilà le travail que font les municipalités. Et les gouvernements, soit le gouvernement fédéral, soit le gouvernement de la province de Québec, n'ont rien fait pour leur venir en aide dans ce domaine. Je suis d'avis que cette situation nous concerne et que nous avons le droit d'en traiter en regard de cette somme de 15 millions de dollars que l'on nous demande de voter.

Une nation est prospère en tant que le peuple l'est, et, à l'heure actuelle, le peuple n'est pas prospère.

S'il y a au delà de 800,000 chômeurs enregistrés et non-enregistrés, je prétends que la situation actuelle au pays est mauvaise et que nos municipalités ne reçoivent pas du gouvernement fédéral la part qu'elles devraient recevoir; c'est d'ailleurs ce que j'étais en train de dire et de prouver. De fait, dans son édition du 13 janvier dernier, le journal *The Citizen* disait:

(Traduction)

Bien que le gouvernement Diefenbaker n'ait été au pouvoir que depuis 18 mois environ, l'honorable Davie Fulton, ministre de la Justice...

(Texte)

M. Valade: Est-ce un journal conservateur?

M. Caron: C'est un journal indépendant.

L'hon. M. Fleming: Libéral.

M. Caron: Vous devriez le lire plus longtemps et plus souvent; cela vous inspirerait.

(Traduction)

Bien que le gouvernement Diefenbaker n'ait été au pouvoir depuis 18 mois environ, l'honorable Davie Fulton, ministre de la Justice, a essayé de rejeter le blâme sur l'ancienne administration libérale en ce qui concerne le chômage... Sa façon de s'en prendre au gouvernement précédent est certainement un indice de la pénurie d'idées du parti conservateur.

(Texte)

Il est un fait reconnu, c'est que le gouvernement n'a pas trouvé le moyen d'offrir plus de 15 millions de dollars afin d'aider nos municipalités dans cette situation. C'est donc dire que pour ce qui concerne la situation du chômage, le gouvernement actuel est dans un état absolu de faillite et qu'il ne semble pas comprendre la gravité de la situation.

De plus, le journal *The Citizen*, que mon honorable ami ferait bien de consulter plus souvent, disait le 29 décembre:

(Traduction)

Il semble maintenant évident qu'à peine plus de 10,000 hommes obtiendront des emplois sous le régime du programme de travaux d'hiver à l'égard duquel le gouvernement fédéral paie 50 p. 100 du coût de la main-d'œuvre.

[M. Caron.]

(Texte)

Monsieur le président, l'autre jour, le ministre a dit que ces travaux donneraient peut-être de l'ouvrage à 20,000 personnes. Ces chiffres ne sont pas encore exacts et le ministre a parlé d'après les renseignements qu'il avait obtenus; mais même en acceptant ce chiffre de 20,000 Canadiens qui bénéficieraient de ce programme de travaux d'hiver, cela veut dire qu'un nombre infinitésimal de sans-travail aurait un emploi, et c'est là le moyen que l'on prend pour essayer d'enrayer le chômage.

D'ailleurs, les municipalités n'ont pu en bénéficier beaucoup, parce que le gouvernement a soumis son programme trop tard. Il aurait dû agir lorsque nous lui avons dit, l'an dernier, que la situation serait grave. On s'est alors contenté de répéter les attaques contre le parti libéral. Et pourtant, aujourd'hui, on constate qu'à Montréal le gouvernement fédéral ne contribue que \$43,000 pour des travaux de l'ordre de \$1,118,000. Je pourrais vous citer des chiffres et des exemples semblables pour ce qui concerne presque toutes les municipalités.

Comme je le disais tout à l'heure, il y a 11,000 chômeurs de plus au pays, et cette somme de 15 millions de dollars n'a pu enrayer l'accroissement du nombre des sans-travail.

Monsieur le président, je suis d'avis que si le parti libéral qui a précédé l'administration actuelle,—et je dis ceci pour la gouverne de mon honorable ami de Joliette-L'Assomption-Montcalm (M. Pigeon),—si le parti libéral, dis-je, n'avait pas, parmi ses lois sociales, institué la loi sur l'assurance-chômage, la situation serait tellement grave que je craindrais qu'il y ait au pays une révolution devant l'inaction du gouvernement actuel.

M. Pigeon: Monsieur le président, l'honorable député de Hull me permettrait-il de lui poser une question?

M. Caron: Certainement.

M. Pigeon: L'honorable député de Hull pourrait-il expliquer ceci: de 1946 à 1957, il y a eu au pays 2 millions de chômeurs, ou de personnes qui se cherchaient de l'emploi, sous un gouvernement libéral?

M. Caron: Je n'ai pas compris la question exactement, monsieur le président, mais 2 millions de chômeurs, c'est un calcul, une accumulation de chiffres d'une année à l'autre, et ceci ne peut entrer en ligne de compte.

M. Pigeon: Ce sont les chiffres fournis par le Bureau fédéral de la statistique.

M. Caron: La statistique accumulée peut être trompeuse, et je puis citer le proverbe anglais qui dit que les chiffres ne mentent